

Séquence n° 11. La Russie : un territoire en recomposition

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

La Russie actuelle est née en 1991 du démantèlement de l'URSS, État alors considéré comme développé. Si la Russie demeure le pays le plus vaste du monde, il n'est plus que « l'ombre » de la superpuissance que fut l'URSS. Depuis l'effondrement du bloc soviétique, l'espace russe (aujourd'hui divisé en deux parties : la Russie proprement dite et l'exclave de Kaliningrad) traverse une période de mutations économiques importantes et peine à sortir du marasme généré par ces changements. Le passage d'un système collectiviste à un système libéral de marché, mal maîtrisé, a profondément chamboulé l'espace et la société russes. La **transition économique** fut brusque, radicale et l'appareil productif russe, peu préparé à ce changement, a subi un véritable choc. Touchée de plein fouet, la société a dû faire face à une crise sociale - effondrement du niveau de vie - et démographique - natalité et espérance de vie en chute libre - sans précédent. Devant l'ampleur des bouleversements et du « sous-développement », les régions russes ne sont pas toutes à égalité.

- problématique :

On peut donc se demander quels sont les problèmes de **RE-DEVELOPPEMENT** auquel est confronté ce nouvel État, engagé dans un long processus de **RECOMPOSITION**.

- annonce du plan :

Nous étudierons d'abord les changements politiques, économiques et sociaux liés au **post-soviétisme**. Puis nous nous demanderons quelles peuvent être les fondements territoriaux d'un re-développement. Enfin nous verrons que ces différents problèmes génèrent une nouvelle organisation spatiale.

Leçon n° 1. Mutations politiques, économiques et sociales

La Russie, qui a perdu son statut de superpuissance, doit faire face, non sans difficultés, à de profondes mutations des structures politiques et socio-économiques.

1.1. Les problèmes de politique intérieure et étrangère

Espace inédit, amputé à l'ouest et au sud, elle n'en reste pas moins un immense État, le plus vaste de la planète, mais ses frontières sont sensibles et leurs modifications amènent à penser différemment l'ouverture du pays sur l'extérieur. Engagée dans un processus de démocratisation fragile et ambigu, la Russie a conservé une **structure fédérale** mais le pouvoir central se trouve confronté à certaines minorités non russes, qui revendiquent leurs droits à l'émancipation, et doit aussi composer avec les pouvoirs régionaux.

À l'échelle internationale (« **étranger lointain** »), la Russie n'est plus une superpuissance ; elle est devenue une puissance ordinaire, immense mais pauvre. La Russie n'a plus les moyens militaires de la puissance : la poursuite du programme de désarmement (en concertation avec les Etats-Unis dans le cadre du programme START) et la réduction des dépenses militaires qui lui sont liées entraînent un déclin du complexe militaro-industriel qui peine à se reconvertir sur des activités civiles. On assiste à un vieillissement des équipements, mal entretenus, insuffisamment renouvelés (exemples du naufrage du sous-marin nucléaire Koursk en mer de Barents en 2000 ou du cimetière de sous-marins nucléaires sur le littoral de la même mer de Barents). Seule l'industrie spatiale se maintient bien en s'ouvrant au marché mondial de l'espace. La Russie a aussi fermé ses deux dernières bases outre-mer en 2001, à Cuba et au Vietnam. Le repli diplomatique atteste du déclin de l'influence extérieure. La Russie est obligée de mettre en place des partenariats avec l'OTAN et un rapprochement avec l'UE (alors que ces deux organes ont intégré des anciennes démocraties populaires) et de participer au G8. La Russie est en fait devenue un allié des Etats-Unis.

À l'échelle régionale (« **étranger proche** »), la Russie est aussi une puissance contestée. La CEI, qui s'est substituée à l'URSS, reste une coquille vide : les Etats Baltes ont refusé dès sa création d'y participer et aucune politique économique ou de sécurité commune n'a été mise en place. En réalité, la CEI a essentiellement permis de gérer la dissolution de l'URSS en traitant par la négociation les problèmes du divorce des 15 républiques. L'influence russe sur « l'étranger proche » (les 14 nouveaux pays indépendants anciens membres de l'URSS) reste encore importante, mais elle n'est plus exclusive. Le nombre de bases russes hors frontières de la Russie est limité : port de guerre de Sébastopol en Ukraine, installations spatiales de Baïkonour au Kazakhstan, troupes dans le Caucase (Géorgie et Arménie) et quelques bases en Asie centrale (Kirghizstan, Tadjikistan). La Russie doit partager cette influence avec les Etats-Unis en ex-Asie soviétique (Ouzbékistan, Kirghistan, Géorgie) ou avec l'UE en Europe orientale. Les résultats des élections présidentielles en Ukraine avec la révolution orange, illustrent ce déclin : le candidat soutenu par Moscou a finalement été battu. Les relations de la Russie avec l'« étranger proche » sont parfois tendues. D'abord parce qu'il existe des problèmes en suspens à propos du tracé des frontières (cas avec l'Estonie, le Kazakhstan, la Crimée ukrainienne) du fait du caractère absurde du découpage stalinien. Durant l'ère soviétique, les frontières des 15 républiques n'étaient que des limites administratives largement artificielles, modifiées à plusieurs reprises et ne s'appuyant ni sur des limites naturelles, ni sur des frontières historiques et très partiellement sur les aires de peuplement ethnico-culturelles. La transformation des limites administratives de la République soviétique de Russie (RSFSR) en frontières séparant le nouvel Etat d'autres Etats souverains a des conséquences diverses sur la vie quotidienne, sur les transports, sur l'économie et sur les migrations de population. L'isolat ou exclave de Kaliningrad pose un problème particulier puisque la Lituanie constitue un passage obligatoire. La plupart des ex-républiques russes ont-elles aussi obligation de traverser le territoire de voisins pour accéder à l'étranger et notamment à l'occident. C'est par exemple le cas du Kazakhstan pour les ressources naturelles nombreuses qu'il compte exporter dans le reste du monde, c'est le cas du Tatarstan qui est un noeud de communications pétrolières mais qui est totalement enclavé. Cela constitue une **force centripète** importante, de même que le sentiment d'un péril commun (Japon et Chine surtout). L'éclatement de l'URSS a rendu ponctuellement la Russie dépendante des pays voisins de « l'étranger proche », notamment dans le domaine industriel, au moins pour certains produits fabriqués autrefois dans des entreprises spécialisées des autres républiques soviétiques (importation de certains minerais comme le chrome kazakh ou le manganèse ukrainien, matériel de forage pétrolier provenant majoritairement d'Azerbaïdjan, chantiers navals situés pour l'essentiel en Ukraine, matériel ferroviaire, auparavant presque entièrement fourni par des entreprises de Lettonie et de Géorgie pour les locomotives, de Lettonie et d'Ukraine pour les wagons). Enfin, les minorités russes sont souvent importantes dans les nouveaux Etats (exemples : 34 % de russes en Lettonie ; Kazakhs minoritaires au Kazakhstan alors que les Russes sont majoritaires dans le Nord du pays). 25 millions de Russes sont devenus des étrangers dans les pays où ils vivent. Cette diaspora (les « **pieds-rouges** ») est utilisée par Moscou comme un levier pour intervenir sur la politique de l'Etat où ils se trouvent.

A l'échelle nationale, les défis sont aussi nombreux. Ils concernent d'abord la difficile mise en place de la démocratie. La Russie fait l'apprentissage de la démocratie depuis 1991 sans bénéficier de la moindre tradition démocratique : elle n'a par le passé connu que la dictature, soit celle du tsarisme, soit celle du communisme. Son régime est fédéral et présidentiel car le pouvoir exécutif prime sur les autres. Le président est élu pour un mandat de 4 ans, rééligible une fois (Vladimir Poutine, élu en 2000 a été réélu en 2004). La présidence s'appuie sur les ministères de force : la défense, l'intérieur, le FSB (héritier du KGB) et les tendances récentes du régime de V. Poutine illustrent un contrôle de plus en plus étroit et autoritaire de la vie publique : contrôle des médias par le pouvoir central pour les groupes de presse comme pour les chaînes de télévision, arrestation et emprisonnement d'hommes d'affaires importants finançant parfois l'opposition (V. Goussinski, B. Bérézovski, dirigeants du groupe pétrolier Youkos). La corruption, particulièrement développée sous la présidence de Eltsine, reste forte. Lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, poussé par Eltsine, il a garanti l'impunité à son prédécesseur et à son entourage. D'autre part, la fédération de Russie reste un assemblage hétérogène et fragile. Administrativement, le découpage actuel reprend en fait le maillage qui existait déjà dans l'ancienne URSS accordant à chaque nationalité un territoire plus ou moins vaste et autonome. La Russie est une fédération de « 89 **sujets** égaux en droits » : 21 républiques (qui portent le nom du peuple non russe habitant le territoire, qui ont chacune une constitution, un président élu, un gouvernement, et qui ont plus d'autonomie que les autres entités), 6 territoires ou Kraï (peuplés majoritairement de Russes, ce sont des espaces de colonisation récente et soumis comme tels à une plus forte autorité militaire du pouvoir central), 49 régions ou Oblasts, 10 districts ou Okrug (autonomes, définis selon les critères ethniques mais placés sous l'autorité des oblast et des kraï auxquels ils se rattachent), 1 région autonome (la région juive de Birabidjian où il n'y a d'ailleurs plus guère de juifs) et 2 villes « d'importance fédérale » (Moscou et Saint-Pétersbourg). Le pays compte 82 % de Russes à dominante orthodoxes mais 120 minorités à dominante musulmane représentant 18 % de la population soit 27 millions d'habitants et localisées dans des zones souvent stratégiques : confins caucasiens (Tchéchènes, Ingouches, Ossètes...), régions de la basse Volga, axe du transsibérien. La disparition du pouvoir soviétique s'est accompagnée d'un affaiblissement du pouvoir central avec résurgence de mouvements nationalistes, menaces de replis communautaires et religieux et même de sécession, notamment dans les régions portant le nom d'un peuple titulaire. On a assisté en 1993 à une grève de l'impôt de la part de républiques, régions et territoires. Aujourd'hui, la municipalité de Moscou exige un visa d'entrée, au mépris de la Constitution fédérale de 1993. Les **forces centrifuges** sont particulièrement fortes dans le Caucase et les pays de la Volga. Le Tatarstan proclame ainsi sa souveraineté dès août 1990, élabore en 1992 une constitution par laquelle les lois de la république l'emporteraient sur les lois fédérales. Le cas le plus tragique est celui de la Tchétchénie, qui illustre la volonté du pouvoir central de ne pas céder aux risques d'éclatement interne (deux guerres successives en 1994-1996 et 1999-2000 et un conflit qui reste perlé avec occupation de l'armée russe et terrorisme tchéchène persistant). Mais depuis 1998 on assiste à la reprise en main par le pouvoir central. V. Poutine a initié et mis en oeuvre une réforme dite « de restauration de la verticalité du pouvoir », visant à réaffirmer l'autorité de l'État sur le territoire russe, à faire appliquer partout la législation fédérale et à contenir l'influence grandissante prise par les régions. En mai 2002 un nouveau découpage du territoire, qui se superpose aux autres découpages régionaux, a été mis en place avec 7 districts fédéraux, véritables super régions, dirigés par sept représentants plénipotentiaires du président (dits "Polpreds"). Les représentants régionaux (deux par région) qui siègent au Conseil de la Fédération, la chambre haute du Parlement, sont désormais pour moitié nommés par le chef de l'exécutif. En 2004, une loi supprimant l'élection au suffrage universel direct des gouverneurs et présidents de Républiques est entrée en vigueur ; c'est le Président qui nomme désormais les responsables régionaux.

1.2. Vingt ans d'une transition économique douloureuse

Depuis les années 1920 l'économie soviétique était collectivisée et étatisée et en 1992 la Russie fait le choix d'un système économique libéral. Les activités économiques sont soumises aux règles du profit et de l'économie de marché ; il en résulte l'abandon entier de branches mais aussi le renouveau de certaines industries de consommation et paradoxalement le maintien de certaines entreprises publiques ou mixtes. La transition à l'économie de marché a été longue et difficile : tout au long des années 1990 la Russie a dû affronter une récession importante. Mais une reprise semble se profiler.

Après l'effondrement de l'URSS et de la CEI, la Russie fait le choix d'un système économique libéral : privatisation et libéralisation rapides (concurrence, libre entreprise...), apparition de banques, retour de capitaux de l'étranger..., véritable « **thérapie de choc** » brutale et mal maîtrisée. Les mutations économiques s'effectuent dans une ambiance tendue, parfois violente, toujours opaque. De nombreuses oppositions se développent pour refuser de « brader » l'économie russe. Les privatisations se font au profit de quelques personnes : les **oligarques** (Khodorkovski, emprisonné pour fraudes). Au total, 95 % des entreprises sont devenues privées et le nombre d'entreprises indépendantes a fortement augmenté. Ces privatisations touchent inégalement les secteurs de l'économie : les secteurs stratégiques sont moins touchés que les autres. L'industrie et les mines sont désormais presque intégralement privatisées ; des industries d'Etat subsistent mais en concurrence avec le secteur privé. Dans

l'agriculture le bilan est différent : officiellement, kolkhozes et sovkhoses ont été transformés en sociétés privées, mais les ventes de terres ne sont légales que depuis 2002. En fait, faute de moyens, de savoir-faire, de volonté, les nouveaux propriétaires confient leur propriété à la société dont ils deviennent salariés ; les pratiques agricoles ont en fait peu évolué et la modernisation est en fait extrêmement lente. La part de la paysannerie véritablement indépendante n'atteint pas les 5 % et les anciens lopins individuels continuent à assurer la moitié de la production dans des secteurs clés : élevage, maraîchage par exemple.

Ces changements ont désorganisé l'économie, qui s'est rapidement effondrée dans les années 1990. Des pans entiers de l'économie russe ont connu des difficultés considérables (industrie lourde, construction mécanique..). Les commandes de l'État ont chuté brutalement. La concurrence de l'étranger a été forte, associée à la perte des marchés « captifs » du CAEM autrefois réservés. L'agriculture est restée peu productive et la Russie a dû importer une quantité importante de céréales. Les résultats obtenus par l'agriculture post-soviétique sont restés inférieurs encore à ceux de l'agriculture soviétique, déjà considérée comme le boulet du système (effondrement de la SAU, de la production, des cheptels...). Les « organisations agricoles », c'est à dire les différents types d'exploitations collectives (kolkhozes et sovkhoses d'ancien modèle, nouveaux types de « sociétés » : SARL ou SA) représentaient 78,8% de la SAU et 85 % des terres ensemencées pour 96,6 % des actifs. Le développement économique s'est stoppé et le PIB de l'année 2000 n'était que de 60% de celui de 1991. La production a baissé d'un tiers entre 1991 et 1998. La situation a été accentuée par la crise financière de 1998 ; faillites et concentrations en chaîne n'arrangent rien mais assainissent tout de même la situation. Cette dépression profonde s'est accompagnée de délicats problèmes de ravitaillement des villes, d'un exode rural fort touchant surtout les jeunes et d'une inflation élevée, avec une hausse des prix permanente et un effondrement de la valeur du rouble (le \$ qui est presque roi en Russie).

Depuis la crise de 1998, la Russie connaît une reprise de son développement économique, la croissance connaît un taux moyen de 5% par an (6% en 2003), la balance commerciale est excédentaire (+50 milliards de dollars) et l'inflation diminue. La production industrielle a augmenté d'un tiers depuis 1999, tout comme la production agricole. Le secteur tertiaire s'est fortement développé avec la multiplication des commerces et des petites entreprises de services, mais aussi des supermarchés. On assiste à une croissance spectaculaire des télécommunications. Le PIB a lui aussi augmenté d'un quart depuis 1999 et Vladimir Poutine s'est engagé à le doubler d'ici 2010. Pour asseoir cette reprise, la Russie s'est portée candidate (depuis 1993) à l'OMC qu'elle devrait intégrer prochainement malgré la persistance de certains blocages (corruption notamment). L'État russe, depuis 2000, s'est aussi engagé à prendre certaines mesures pour « moraliser » son économie, la rendre plus transparente et ainsi attirer plus d'investisseurs : s'attaquer à la corruption, aux profiteurs de la privatisation (les **oligarques**)...

Les quinze années de mutations économiques se sont soldées par une refonte générale du système économique russe. Des progrès ont été réalisés récemment mais des problèmes restent en suspens cependant, notamment un système bancaire encore inadéquat, une fuite des capitaux, une économie informelle et un troc encore trop développés (**économie souterraine** = 40% de la valeur du PIB russe environ), une corruption très répandue qui gangrène toutes les sphères de l'État et une insuffisance des investissements étrangers (135ème rang mondial pour l'attraction des capitaux). Cette transition a laissé une population aux abois, paupérisée. Une minorité s'ouvre aux plaisirs de la consommation mais la majorité voit son niveau de vie ne pas évoluer voire se dégrader.

1.3. Une population exsangue : la crise sociale et démographique

Dans le cadre du passage d'une économie étatique à un libéralisme extrême, la crise des structures économiques (restructuration et reconversion des régions industrielles et des entreprises), la dégradation du système sanitaire ou du système de formation, l'importance de l'**économie parallèle** s'accompagnent du renforcement des clivages sociaux et d'une situation démographique préoccupante.

Le niveau de vie était déjà médiocre et inégalitaire (mais occulté par le régime) pendant la période communiste. Les mutations économiques radicales des années 1990 ont eu un impact très négatif sur le développement humain. En 1999, la Russie était au 55è rang pour l'IDH, elle a été rétrogradée au 63è en 2001. Le chômage, inconnu avant 1991, touche 8,9 millions de personnes en 2001. Les inégalités ont explosé (en 2001, 10 % des Russes possédaient 35 % des richesses) : une minorité de la population, les « nouveaux riches » vivent dans le luxe et l'opulence (ex-apparatchiks, entrepreneurs, mafia...) alors que les estimations font état de millions de pauvres (le quart de la population vivrait en dessous du seuil de pauvreté c'est-à-dire avec moins de 1600 roubles - 50 euros - par mois). Les retraités, les travailleurs les moins jeunes, les fonctionnaires sont les plus touchés par cette crise sociale. Les pensions, retraites, salaires versés par l'État ne permettent pas de vivre décemment. Mais ces inégalités sociales ne sont pas perçues comme une oppression politique : il y a peu de risques d'explosion sociale, pas de haine des nouveaux riches, plutôt de l'admiration. La criminalité monte cependant en flèche, les crimes de sang augmentent tout comme la présence mafieuse (en 1998, 1550 groupes criminels contrôlaient 40 % des entreprises privées).

La démographie russe présentait des signes inquiétants dès les années 1980, les mutations économiques et leurs conséquences sociales n'ont fait qu'accentuer cette tendance. La population appauvrie, inquiète pour son avenir, ne fait plus beaucoup d'enfants (le taux de natalité était en 2001 de 9,8 pour mille et le taux de fécondité de 1,2). À

l'opposé, le taux de mortalité est très fort pour un pays dit du Nord (environ 16 pour mille) à cause de la dégradation de la qualité des soins (qui ont été privatisés), du difficile accès à ces soins et du développement de facteurs aggravants comme l'alcoolisme (45 000 morts en 2002), l'insécurité routière et les suicides. L'espérance de vie baisse également pour atteindre 67 ans en moyenne en 2000 (59 ans pour les hommes et 72 ans pour les femmes). La population décline (le solde naturel était de - 6,5 pour mille en 2001) : 147 millions de Russes en 1989, 144,5 millions au recensement de 2002. Cette baisse n'est que faiblement compensée par le retour des Russes émigrés au pays (les **pieds-rouges**) et par l'accroissement encore élevé des marges caucasiennes. Les perspectives sont donc alarmantes : 125 millions d'habitants en 2015, 100 millions en 2050. Devant le Parlement, le président Vladimir Poutine a dû reconnaître que la **dépopulation** menace « la sécurité et la survie même de la nation ».

Le développement russe a été longuement handicapé par les mutations économiques des années 1990. L'ouverture au libéralisme, loin des effets escomptés, s'est traduit par un « mal-développement » voire un « sous-développement » qui a profondément creusé les inégalités sociales. La Russie présente aujourd'hui le double visage d'un pays à la fois dynamique et en crise. Son passé, ses secteurs de pointe (aérospatiale), ses grandes villes lui confèrent une place au sein des pays de Nord (sa présence au G8 en atteste) alors que sa surmortalité, son IDH (proche de celui du Brésil), ses régions déshéritées la rapprochent du Sud. La crise est brutale, profonde mais certaines régions disposent d'atouts importants (hydrocarbures, industrie diversifiée, proximité de l'Union européenne) pour rebondir et sortir de ce marasme. D'autres, lointaines, difficiles d'accès, sombrent dans la misère.

2.1. Des régions économiques contrastées : un clivage entre « centre » occidental et « périphérie » orientale

Certains observateurs ont comparé le développement spatial russe à une « peau de léopard », des « tâches » claires dynamiques, des « tâches » noires misérables. La géographie du développement est donc compliquée. Globalement, on distingue 3 types de région.

La Russie utile, peuplée et mise en valeur, correspond à la partie centrale de la Russie d'Europe. Elle a des densités de 30-50 h/km² qui peuvent atteindre 80-100 hbts/km² dans les régions industrielles. Cette zone se prolonge en Sibérie méridionale jusqu'à Novossibirsk. Il s'agit d'un milieu au peuplement et à la mise en valeur anciens (berceau de la civilisation russe) mais dont le développement est très hétérogène. Il comprend de vieilles régions rurales sur des terroirs variés mais aux conditions climatiques moins rigoureuses qu'ailleurs, de grands foyers industriels, un réseau de grandes villes et un fort pouvoir attractif de la région de Moscou. Kaliningrad est un cas particulier puisque ce territoire est une immense zone franche assez dynamique (Zone économique libre).

Les périphéries proches, économiquement secondaires, se localisent au nord-est de la Russie utile, jusqu'au bassin de la Petchora.

Les espaces de réserve, peu ou pas exploités, correspondent en grande partie à la Sibérie. C'est surtout le froid qui constitue un facteur largement répulsif pour les hommes : l'hiver est long, froid et sec et une grande partie du sol est gelé en permanence en profondeur et ne dégèle en été qu'en surface. Cette merzlota (ou permafrost) couvre 10 millions de km².

2.2. Un formidable potentiel de matières premières et de sources d'énergie et de grandes régions industrielles

La Russie connaît d'abondantes ressources minérales et énergétiques : richesse en minerais métalliques, richesse en charbon et en hydrocarbures, énorme potentiel hydroélectrique lié à l'abondance des grands fleuves. Son palmarès est remarquable : premier producteur mondial de gaz naturel, premier producteur mondial de pétrole (à égalité avec l'Arabie Saoudite) et deuxième exportateur mondial, des réserves impressionnantes de charbon (1/2 des réserves mondiales), premier producteur de mercure et de nickel, 2ème de platine, 4ème de fer. Le secteur des hydrocarbures joue un rôle essentiel puisqu'il représente plus de 25% du PIB, 40% des recettes du budget de l'État et les deux tiers des recettes en devises du pays grâce à l'exportation. De grandes entreprises (Rosneft, Gazprom...) sont les acteurs majeurs de l'industrie du pays.

On distingue en fait une dizaine de grands gisements miniers ou énergétiques, que l'on peut diviser entre ceux qui sont exploités (et qui correspondent souvent à de grandes régions industrielles) et ceux qui ne le sont pas (ou peu).

Les gisements exploités sont ceux de la Russie utile et de sa périphérie proche :

- hydrocarbures de Bakou I au bord de la Caspienne, de Bakou II le long de la moyenne Volga et surtout de Bakou III à l'embouchure de l'Ob et du bassin de la Petchora

- houille ou lignite des confins de l'Ukraine au sud (la Donbass), du bassin de Moscou (Mosbass) et du bassin du Kouzbass

- minerais du sud de l'Oural

Les gisements peu ou pas exploités sont essentiellement ceux de Sibérie : houille ou lignite des bassins d'Irkoutsk, de la Toungouska, de la Léna et de la Iakoutie du sud ; minerais précieux du nord-est sibérien ; hydrocarbures de Sakhaline. Toutes les ressources ne sont pas encore répertoriées, mais l'exploitation en serait particulièrement difficile dans ce milieu très froid, très enclavé et vide d'hommes. Les ressources sont surtout dans l'Est du pays, mais les hommes et les activités, donc la consommation sont à l'Ouest.

La Russie dispose donc d'un formidable potentiel de matières premières et de sources d'énergie dont l'exportation procure d'intéressantes devises. Mais la rente tirée de ces exportations n'encourage pas à investir dans les autres secteurs. C'est bien là tout le problème de l'insertion de la Russie dans le marché mondial. Orienter les investissements vers la satisfaction de la demande intérieure constitue un réel défi pour la consolidation de la croissance retrouvée. D'autre part, certains des gisements les plus accessibles, en partie gaspillés par une exploitation extensive, s'épuisent et la mise en valeur des ressources excentrées situées dans des milieux difficiles se heurte aux problèmes techniques et au manque d'investissements.

2.3. Le problème des transports

En raison des sérieux problèmes que la Russie doit surmonter (étendue du territoire, conditions climatiques, héritage de la centralisation), les réseaux de transport ont un rôle capital dans la maîtrise du territoire. La navigation intérieure d'abord est gênée par le tracé des fleuves Nord-Sud, alors que la circulation est essentiellement Est-Ouest et par l'embâcle qui empêche toute utilisation pendant l'hiver. Elle est utilisée surtout en Europe avec notamment la voie de la Volga. La route n'assure guère qu'un trafic sur de courtes distances : le réseau est immense mais très médiocre (détérioration des routes, pratiquement pas d'autoroutes). L'aviation civile, entièrement privatisée, a donc un rôle capital pour les longs trajets et pour le désenclavement de certaines régions : elle connaît une forte fréquentation avec un réseau et une fréquence de type nord-américain.

Mais c'est le chemin de fer qui assure l'essentiel des transports lourds : la Russie réalise la moitié du transport mondial de marchandises par voie ferrée. Cependant, avec 90 000 km de voies seulement, le pays reste sous-équipé. La construction du Transsibérien, de Moscou à Vladivostok (9000 km construits entre 1891 et 1903), avait pour but de mettre en communication des ensembles industriels et miniers spécialisés ; mais les voies sont surchargées et des usines réellement complémentaires sont à des journées de distance. Pour y remédier, la Russie a développé un autre grand tronçon qui double le Transsibérien au nord : le BAM (Baïkal Amour Magistral), officiellement achevé depuis 1985 mais qui connaît encore des aménagements (mise en service en 2003 du tunnel de Sévéro-Mouïsk) pour accélérer son trafic.

Compte tenu de la dispersion des centres de production de matières premières et d'énergie, de la spécialisation monopolistique d'un grand nombre d'usines, du déséquilibre entre la répartition des hommes et des ressources, du difficile et mauvais entretien des équipements de transport, les dysfonctionnements du système des transports sont à l'origine de bien des gaspillages et de nombreux problèmes.

Leçon n° 3. Une nouvelle organisation du territoire

On assiste ainsi à une **RECOMPOSITION** du territoire obéissant à des logiques nouvelles, celles du libéralisme et de la mondialisation. On retrouve donc les phénomènes de métropolisation et d'interface active, avec les flux qui leur sont liés (population et capitaux).

3.1. Les ouvertures économiques

La Russie est ouverte sur plusieurs mers et océans mais ces ouvertures maritimes sont plus ou moins actives. La mer Caspienne est une mer intérieure. Les façades de la mer Blanche et de la mer de Barents (Arkhangelsk, Mourmansk) et la façade atlantique (Vladivostok) sont des ouvertures secondaires même si cette dernière pourrait être dynamisée par la proximité de l'aire d'Asie orientale en pleine croissance. La façade de la mer Noire (port de Rostov) connaît en revanche un réel développement. Mais c'est surtout St-Pétersbourg qui profite d'être désormais le seul véritable débouché maritime s'ouvrant sur l'espace économique Baltique-mer du Nord (Kaliningrad est séparé du territoire russe) pour s'imposer comme l'ouverture maritime majeure.

D'autres **RECOMPOSITIONS** notamment liées à « l'effet frontière » commencent à s'observer à la frontière avec l'Ukraine ou encore dans l'extrême sud-est du pays qui peut bénéficier de la proximité du marché chinois.

Les IDE se sont portés en priorité sur les 2 grandes métropoles (Moscou recueille 40% des IDE) mais aussi sur des régions riches en ressources (hydrocarbures du bassin de l'Ob, hydrocarbures de Sakhaline, houille du Kouzbass, minerais précieux du nord-est sibérien).

3.2. Les migrations de population

Au niveau international, on assiste depuis 1991 à un retour des "pieds rouges". De 1991 à 1998, la Russie a eu un solde migratoire de 3,8 millions de personnes avec les 14 autres républiques de l'ancienne URSS. Le phénomène a été lié à des mesures discriminatoires (pas de droit de vote par exemple, pas de double nationalité et statut d'étranger) et à un sentiment d'insécurité, au fait que compte tenu de la crise qui sévit, c'est encore en Russie que les perspectives sont les meilleures. Ce phénomène a été très net dans les anciennes républiques d'Asie centrale où les gouvernements ont parfois exigé des ressortissants et cadres russes qu'ils apprennent la langue nationale pour conserver leur emploi. Aujourd'hui ces flux sont fortement ralentis mais continuent depuis le Caucase, l'Asie Centrale, l'Ukraine et l'exclave de Kaliningrad.

On assiste aussi à une arrivée de réfugiés (Kurdes, Iraniens, Afghans ou Somaliens) qui espèrent passer en Occident via Moscou. Ils sont surtout dirigés vers l'Oural ou vers le sud de la Russie dans les villes moyennes notamment. En fait, on ne sait guère où les installer.

Au niveau interrégional, la Sibérie connaît un exode massif. Le gouvernement central ne soutenant plus vraiment la politique des **front pionniers**, ce sont des territoires dont on s'occupe peu, où les salaires sont irréguliers. Il y a donc une distension du lien entre Europe et Sibérie : l'espace russe se disjoint.

3.3. Métropolisation et renforcement du clivage centre-périphérie

Moscou (12 millions d'habitants) est la grande bénéficiaire de ces mutations économiques. Elle s'est transformée en ville de services qui attire dans son centre cadres, hommes d'affaires... et repousse les classes populaires. À elle seule, elle participe à hauteur de 20% à la valeur ajoutée nationale. 70% des opérations financières nationales y sont effectuées. Le revenu moyen y est 4 fois plus élevé, des grandes enseignes étrangères s'installent (Auchan, Ikéa. ...). Le projet immobilier de Moscou-city vise à attirer des firmes internationales et à créer un CBD moscovite.

Moscou entraîne dans son sillage sa périphérie proche (Nijni Novgorod...) et surtout Saint-Pétersbourg (5 millions d'habitants). La capitale des tsars profite de sa proximité avec l'UE (pays Baltes), de son patrimoine historique qui en fait un pôle touristique d'importance, de sa fonction de ville universitaire (10% des étudiants, 12% des chercheurs) et de son rôle portuaire.

La douzaine de villes millionnaires (comprises entre 1 et 1,5 millions d'habitants) profite aussi de la métropolisation : Nijni-Novgorod, Omsk, Novossibirsk, Rostov, Volgograd, Kazan, Samara, Oufa, Perm, Ekaterinbourg, Tchéliabinsk.

Le contraste spatial entre le « centre » occidental (et sa périphérie proche) et la « périphérie » orientale se trouve donc renforcé. La région centrale (région de Moscou jusqu'aux régions riveraines de la Volga), ouverte au reste du monde, attirant population, capitaux étrangers, centre du pouvoir politique et économique concentrant les trois quarts de la richesse du pays, bénéficie sans conteste de cette réorganisation de l'espace. L'autre espace qui en profite est le grand bassin d'hydrocarbures de la région de l'Ob (Petchora-Bakou III), parfois appelée « émirats sibériens ».

Conclusion

Les contrastes régionaux en Russie sont considérables et ont tendance à s'accroître, les écarts de richesses se creusant. Certaines régions sont déshéritées tandis que la capitale et les centres industriels dynamiques prospèrent. 10 régions sur 89 produisent plus de 50 % de la richesse nationale. En revanche les 40 dernières, qui regroupent 20 % de la population ne produisent que 10 % de la richesse nationale. La redistribution des richesses entre les régions pose problème car la montée des autonomies a nui à la solidarité interrégionale. La Russie est en fait un territoire très morcelé où les hommes se sont de plus en plus concentrés dans les régions les mieux desservies, notamment les grands centres urbains, surtout à la faveur de la crise des années 1990 ; les périphéries lointaines et les régions enclavées perdent population et activités. C'est toute la cohésion du pays qui s'en trouve affectée. La mise en valeur reste gênée par la situation financière du pays, par le goulet d'étranglement que représentent les transports et par les déséquilibres d'une armature urbaine qui manque en particulier d'un réseau de métropoles régionales, nécessaire à une maîtrise efficace du territoire.

Fiche bilan - Séquence n° 11 : **La Russie : un territoire en recomposition**

Notions de base :

RE-DEVELOPPEMENT / RECOMPOSITION

Notions secondaires :

post-soviétisme
étranger lointain / étranger proche / étranger intérieur
force centripète / force centrifuge
structure fédérale / sujets
transition économique / « thérapie de choc »
économie parallèle / souterraine
crise démographique / dépopulation
« pieds-rouges »
oligarques
front pionnier

Vocabulaire spécifique :

exclave ou isolat
 complexe militaro-industriel
 territoires-Kraï / régions-Oblasts / districts-Okrug
 sovkhoze / kolkhoze
 apparatchiks / « nouveaux riches »
 terres noires ou tchernoziom
 merzlota ou permafrost
 embête / raspoutitsa
 Transsibérien
 Kremlin / Moscou City

Chiffres clés :

La Russie : 17 millions de km² (1^{er} rang) sur 9500 km de long, 144 millions d'hab. (7^{ème} rang), accroissement naturel le plus faible au monde, 63^{ème} rang mondial pour l'IDH, ¼ de la population en dessous du seuil de pauvreté, 82 % de Russes à dominante orthodoxes mais 120 minorités à dominante musulmane (18 % de la population soit 27 millions d'habitants), 1^{er} producteur mondial de gaz naturel, 1^{er} producteur mondial de pétrole et 2^{ème} exportateur mondial, ½ des réserves mondiales de charbon, 1^{er} producteur de mercure et de nickel, 2^{ème} de platine, 4^{ème} de fer. Le secteur des hydrocarbures représente plus de 25% du PIB.
 La Russie d'Europe / la Russie d'Asie : 75% de la population en Europe mais en Asie 60% du pétrole et du charbon, 90% du gaz naturel, 50% de l'hydroélectricité
 Moscou : plus de 10 millions d'habitants, 20% de la valeur ajoutée nationale, 70% des opérations financières nationales, revenu moyen 4 fois plus élevé

Repères spatiaux :

l'océan Atlantique, l'océan glacial Arctique, l'océan Pacifique, la mer Baltique, la mer Noire, la mer Caspienne, la mer Blanche, la mer de Barents, la mer du Japon, la Volga, l'Ob, le Iénisseï, la Léna, l'Amour, le lac Baïkal, l'Oural, la Sibérie, la Russie utile (partie centrale de la Russie d'Europe qui se prolonge en Sibérie méridionale jusqu'à Novossibirsk), Kaliningrad (Zone économique libre), les périphéries proches (au nord-est de la Russie utile, jusqu'au bassin de la Petchora), les espaces de réserve (correspondant en grande partie à la Sibérie), les gisements exploités (hydrocarbures de Bakou I au bord de la Caspienne, de Bakou II le long de la moyenne Volga et surtout de Bakou III à l'embouchure de l'Ob et du bassin de la Petchora ; houille ou lignite des confins de l'Ukraine au sud [la Donbass], du bassin de Moscou [Mosbass] et du bassin du Kouzbass ; minerais du sud de l'Oural), les gisements peu ou pas exploités (essentiellement ceux de Sibérie : houille ou lignite des bassins d'Irkoutsk, de la Toungouska, de la Léna et de la Yakoutie du sud ; minerais précieux du nord-est sibérien ; hydrocarbures de Sakhaline), le tracé des fleuves Nord-Sud, l'emprise de la banquise en hiver, les barrières montagneuses du Caucase et de la frontière avec la Mongolie et une partie de la Chine, Transsibérien et ligne BAM, les ouvertures maritimes majeures (la façade de la mer Noire [port de Rostov] et surtout St-Petersbourg), les ouvertures maritimes secondaires (les façades de la mer Blanche et de la mer de Barents [Arkhangelsk, Mourmansk] et la façade pacifique [Vladivostok]), « l'effet frontière » (frontière avec l'Ukraine ou encore dans l'extrême sud-est du pays), les principaux récepteurs d'IDE (Moscou et St-Petersbourg mais aussi sur des régions riches en ressources [hydrocarbures du bassin de l'Ob, hydrocarbures de Sakhaline, houille du Kouzbass, minerais précieux du nord-est sibérien]), le retour des "pieds rouges" (depuis le Caucase, l'Asie Centrale, l'Ukraine et l'exclave de Kaliningrad), l'arrivée de réfugiés (Kurdes, Iraniens, Afghans ou Somaliens surtout dirigés vers l'Oural ou vers le sud de la Russie dans les villes moyennes notamment), exode massif depuis la Sibérie vers la Russie utile, les zones de conflit (Caucase surtout et moyen Amour), les deux pôles urbains majeurs (Moscou et Saint-Petersbourg), les autres villes millionnaires (Nijni-Novgorod, Omsk, Novossibirsk, Rostov, Volgograd, Kazan, Samara, Oufa, Perm, Ekaterinbourg, Tchéliabinsk)

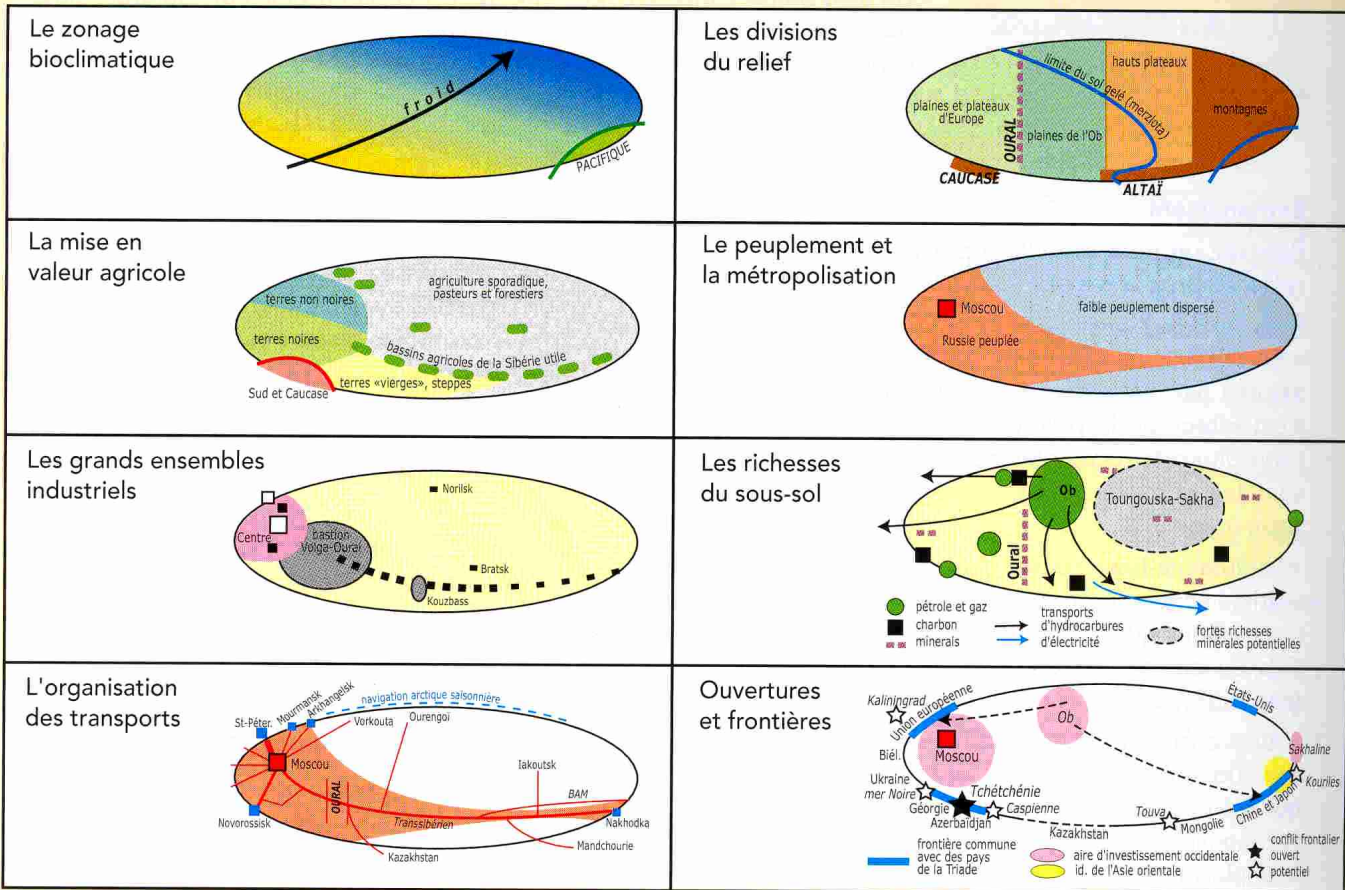
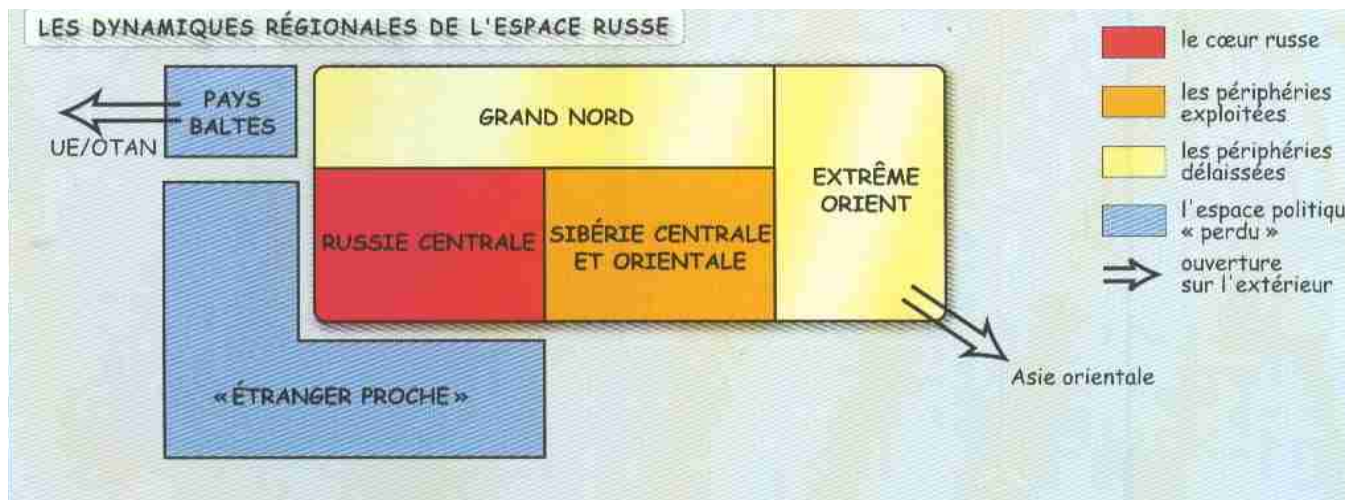
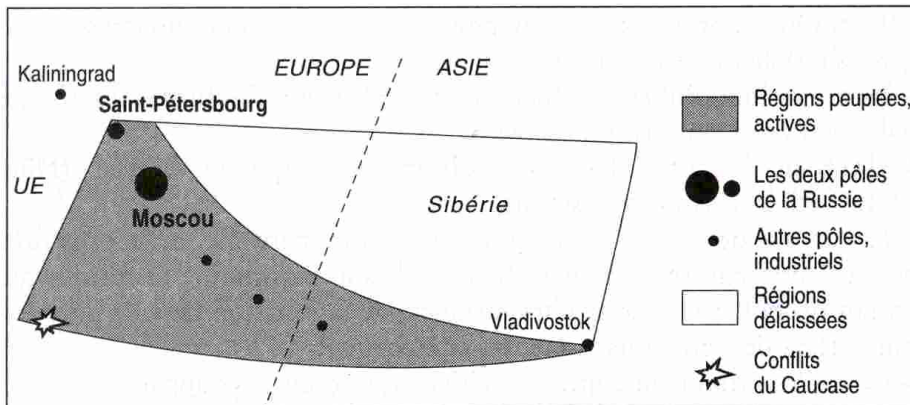
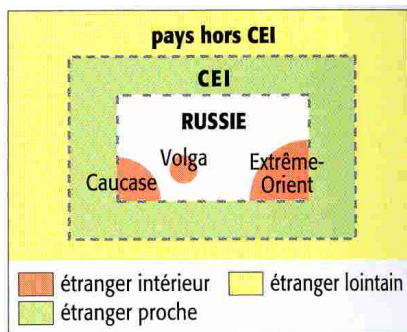
Cartes thématiques :

- relief, climats et sols / densités de population et villes
- PIB et IDH
- évolution de la population et de l'accroissement naturel
- peuples, religions et zones de conflit
- ressources naturelles, leur exploitation, leur transport
- migrations internationales et internes
- les infrastructures de transport
- les problèmes d'environnement
- l'espace moscovite

Sigles :

- START
- CEI
- FSB
- CAEM ou COMECON
- BAM

Fiche graphique - Séquence n° 11 : La Russie : un territoire en recomposition



Croquis de synthèse - Séquence n° 11 : La Russie : un territoire en recomposition



I. Les fondements territoriaux du re-développement : héritages et atouts

1. Des régions économiques contrastées : un clivage entre « centre » occidental et « périphérie » orientale

- La Russie utile, peuplée et mise en valeur
Kaliningrad, zone franche assez dynamique (Zone économique libre)
- Les périphéries proches économiquement secondaires
- Les espaces de réserve, peu ou pas exploités

2. Un formidable potentiel de matières premières et de sources d'énergie et de grandes régions industrielles

- Les gisements exploités
 - Les gisements peu ou pas exploités
 - Les oléoducs et gazoducs existants
 - Les oléoducs et gazoducs en projet
- #### 3. Le problème des transports
- Un réseau fluvial surtout Nord/Sud
 - Emprise de la banquise en hiver
 - Limite sud du sous-sol gelé en permanence
 - Barrière montagneuse
 - L'axe principal : Transsibérien et BAM

II. Une nouvelle organisation du territoire

1. Les ouvertures économiques

- Ouverture maritime majeure
- Ouverture maritime secondaire
- « L'effet frontière »
- Principaux récepteurs d'IDE

2. Les migrations de population et les zones de tension

- Retour des "pieds rouges"
- Arrivée de réfugiés
- Exode massif
- Zones de conflit, obstacle au développement économique

3. Métropolisation et renforcement du clivage centre-périphérie

- Les deux pôles urbains majeurs
- Les autres villes millionnaires qui profitent de la métropolisation